



Le pouvoir craint notre révolte : donnons-lui raison !

Jeudi, à la télé, Macron a annoncé l'envoi de soldats et de matériel militaire en Arabie saoudite, dans le but affiché de sécuriser les terminaux pétroliers menacés par les Houthis qui ont pris le contrôle du détroit de Bab-el-Mandeb. Il se justifie en expliquant qu'il fait tout pour contenir les prix de l'essence qui non seulement empêchent bon nombre d'entre nous de faire le plein, mais pèsent sur les prix alimentaires déjà à la hausse du fait de la canicule de cet été.

La guerre pour contenir les prix ? Sauf que la première flambée des prix du pétrole a été une conséquence de l'invasion de l'Ukraine par la Russie et la hausse actuelle un produit de la guerre des États-Unis et Israël contre l'Iran. Macron veut sécuriser les intérêts des pétroliers français au Moyen-Orient, notre pouvoir d'achat, il s'en moque !

Il y aurait pourtant des mesures très simples : augmenter les salaires, bloquer les prix. Mais cela voudrait dire toucher aux profits des capitalistes et le rôle de Macron est au contraire de permettre à ces profits de gonfler : la France est désormais sur la deuxième marche du podium des dividendes avec 61 milliards d'euros de dividendes distribués aux actionnaires...

Guerre aux plus fragiles

Macron-Lecornu prétendent économiser 54 milliards sur le prochain budget. Mais pas en puisant sur ces dividendes, ni dans les 211 milliards d'exonérations et subventions au bénéfice des patrons. Ces économies, ils vont les chercher en gelant les pensions des retraités, en gelant une nouvelle fois l'indice des fonctionnaires ainsi que les aides au logement ; en faisant la chasse aux arrêts maladie ; en imposant un délai de carence aux travailleurs étrangers pour l'ouverture de droits. Les hôpitaux sont dans un état lamentable ? Pareil pour les écoles ? Ils devront aussi se serrer la ceinture, comme tous les services publics. Mais pas le ministère des Armées, ni ceux de l'Intérieur ou la Justice qui doivent pouvoir s'en prendre à ces pauvres qui pourraient finir par se révolter.

Ne pas nous contenter de crier notre colère, mais préparer une lutte d'ensemble

C'est bien cette révolte que craint le pouvoir. À la télé, Macron a fini par concéder qu'il pourrait bien baisser les taxes sur l'essence : le

spectre de la révolte des Gilets jaunes lui fait peur, et il a bien raison !

Samedi, plus de 100 000 manifestants ont dénoncé dans tout le pays l'inaction du gouvernement sur le climat après la canicule de cet été. Dimanche, les pompiers se sont rassemblés pour pointer l'indigence des moyens dont ils disposent. Et, ce mardi, les fonctionnaires manifesteront pour les salaires et le pouvoir d'achat, divers appels à les rejoindre ayant été lancés, comme chez les cheminots. Toute la semaine, des lycéens ont bloqué leur lycée pour dénoncer leurs conditions d'étude, refuser la sélection par le fric et ils pourraient bien rejoindre les cortèges de mardi.

Compter sur l'élection présidentielle pour résoudre au moins une partie de nos problèmes serait un mauvais calcul. D'abord, mai, c'est bien loin : dans quel état serait notre budget à nous au rythme actuel ? Ensuite, c'est un bien mauvais message envoyé à tous les candidats qui rêvent de gouverner pour le plus grand profit des patrons : cela laisserait croire que nous sommes prêts à attendre patiemment que le « salut » vienne d'en haut.

Nous devons au contraire manifester notre impatience et notre colère par tous les moyens. La journée de mardi doit être le début de la riposte à la guerre que nous mènent le patronat et le gouvernement à son service. On parle d'une nouvelle mobilisation des Gilets jaunes le 17 octobre : tout ce qui va vers une convergence de toutes les luttes est à prendre.

Nous devons discuter, sur nos lieux de travail comme dans les rangs des manifestations, des suites de la journée de mardi. Parce qu'il faudra qu'il y ait des suites. Et, si les syndicats se refusent à l'organiser, il nous faudra le faire nous-mêmes.

Le 29 septembre, faisons nous entendre !

Mardi 29 septembre, les salariés de la Fonction publique sont appelés à faire grève et à manifester contre les nouvelles coupes budgétaires que préparent Macron et Lecornu. Ils défilent avec les pompiers qui sont mobilisés pour dénoncer le manque de moyens pour remplir leurs missions. Ils ont raison !

Certains syndicats du privés se sont joints au mouvement et à Lardy aussi la CGT appelle à débrayer pour aller manifester à Paris.

Alors que le CAC 40 bat des records, que les actionnaires se gavent de dividendes et que l'argent coule à flot pour l'armée, on se serre toujours plus la ceinture. Pas question d'attendre 2027 ou d'espérer un miracle pontifical : pour faire augmenter nos salaires, il faut prendre sur les profits, et tordre le bras du patronat et du gouvernement à son service.

De la poudre aux yeux

La direction a lancé son plan « Lardy Revival » (on était déjà dans la tombe?) qui consiste à renommer certains bâtiments (avec des mots en « X », sans qu'on sache bien pourquoi).

Si nos dirigeants veulent redorer le blason du centre technique, ils peuvent commencer par réparer tous les équipements en panne. Ce sera plus efficace pour améliorer nos conditions de travail que d'ajouter de nouveaux panneaux. Mais ça leur coûterait un peu plus de fric...

Et si on donnait vraiment notre avis ?

La direction organise des sondages pour son opération de « renaming » des bâtiments. Pour une fois qu'on a le droit de voter sur quelque chose, certains salariés en profitent, on les comprend.

Mais tant qu'à faire, on pourrait aussi se prononcer sur d'autres choses qui concernent notre travail : la rémunération scandaleuse des grands chefs, les dividendes versés aux actionnaires, la bascule vers l'industrie d'armement...

La direction veut nous consulter ? Chiche !

Stellantis Poissy : (ir)responsabilité patronale

A l'usine Stellantis de Poissy (78), un ouvrier sous-traitant a été gravement blessé lundi dernier suite à la chute d'un vérin de 8 tonnes sur une ligne de production en cours de démantèlement. Il a été amputé d'une jambe. La direction était au courant des risques sur ce chantier, sur lequel opéraient 4 entreprises, sous-traitantes les unes des autres. Mais comme Renault, Stellantis organise une sous-traitance en cascade qui dilue sa responsabilité, que ce soit sur nos salaires ou nos conditions de travail.

Les patrons ou les actionnaires racontent à longueur de journée qu'ils prennent des risques et que cela justifie leur richesse, mais ceux qui assument les risques, ce sont les salariés les plus précaires.

Total fait le plein de fric

Les prix à la pompe deviennent insupportables. Les distributeurs disent que ce n'est pas de leur faute, mais celle des raffineurs... au premier rang desquels se trouve Total, qui a fait un bénéfice net de 11,2 milliards de dollars au premier semestre 2026.

Mais pas question pour le gouvernement de faire payer les capitalistes, que ce soit pour rogner leurs marges ou augmenter les salaires pour qu'ils suivent l'inflation. Les aides prévues sont ridiculement faibles et très sélectives. Macron soutient le PDG de Total qui prétend que le groupe ne fait pas de marge en vendant des carburants en France. Mais en réalité, il engrange des bénéfices records avec son activité de raffinage... et l'État le sait parfaitement.

Si Total ou d'autres entreprises veulent montrer qu'elles ne profitent pas de la crise pour se gaver de profits, qu'elles ouvrent donc leurs livres de comptes et on verra bien qui est gagnant ou perdant !

Les jeunes ont raison, stop à la répression

De nombreux lycéens se mobilisent depuis une semaine contre le manque de profs, les classes surchargées, les bâtiments dégradés et le mépris du gouvernement pour leur éducation. Démarré en banlieue parisienne, le mouvement commence à s'étendre. Face aux coupes budgétaires généralisées, aux salaires des parents rongés par l'inflation, à l'avenir sombre que leur promet cette société capitaliste, ils ont toutes les raisons d'être en colère.

Mais Macron et Nuñez répondent en envoyant les flics en masse devant les lycées populaires pour disperser à coups de matraque et lacrymo les jeunes rassemblés et les profs présents pour les soutenir. Dans son allocution jeudi dernier, Macron avait avoué craindre un mouvement social généralisé. Ce n'est pas en écrasant la jeunesse qu'il va faire taire la colère.

Un antisémite dirigeant du RN, quelle surprise !

Mediapart a révélé de nombreux messages antisémites écrits par Jordan Bardella quand il était jeune militant du Front National. On apprend aussi qu'il lisait voire fréquentait les pires négationnistes, qui nient l'existence du génocide des juifs pendant la Seconde guerre mondiale et voient des complots juifs partout. Déjà à cette époque, Bardella prétendait « dédramatiser » (en façade seulement) son parti pour le rendre plus présentable, alors que l'extrême droite est pourrie jusqu'à la moelle par le racisme et l'antisémitisme.

Cette affaire fait tache sur le CV du désormais président du RN qui aspire à devenir Premier ministre de Marine Le Pen. Mais cette nouvelle affaire n'est pas très surprenante : récemment, Bardella avait déclaré que le chef historique du FN Jean-Marie Le Pen n'était pas antisémite !